

Cote du document: EB 2014/113/R.16/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 10 a)  
Date: 16 décembre 2014  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et don à la République de l'Ouganda pour le Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région du Nord

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Alessandro Marini**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2115  
courriel: a.marini@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent treizième session  
Rome, 15-16 décembre 2014

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>3</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/résultats	4
<b>III. Exécution du projet</b>	<b>7</b>
A. Approche	7
B. Cadre organisationnel	7
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	7
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	8
E. Supervision	8
<b>IV. Coût, financement et avantages du projet</b>	<b>8</b>
A. Coût du projet	8
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	10
D. Durabilité	10
E. Identification et atténuation des risques	10
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>11</b>
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
<b>VI. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>12</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>12</b>
<b>Annexe</b>	
Accord de financement négocié	13
<b>Appendice</b>	
Logical framework (Cadre logique)	

## Sigles et acronymes

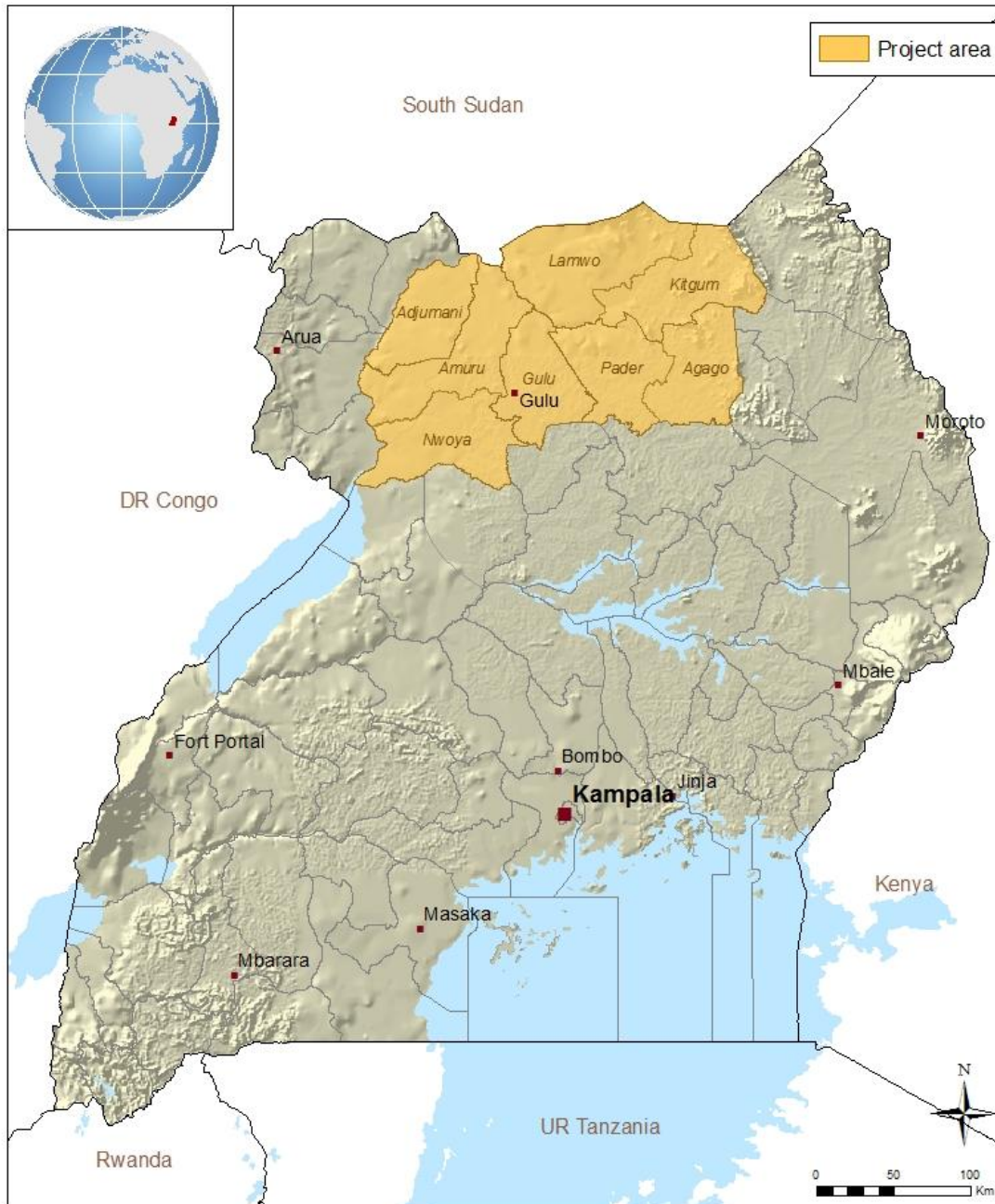
AMIS	Système d'information sur les marchés agricoles
APD	Association paysanne de district
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CPP	Comité des politiques du projet
DLSP	Programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts (financé par le FIDA en Ouganda)
GCRN	Gestion communautaire des ressources naturelles
MAR	Manutention après récolte
MCL	Ministère des collectivités locales
PAM	Plateforme des acteurs du marché
PND	Plan national de développement (Ouganda)
PRMSRN	Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région du Nord
PTBA	Plan de travail et budget annuel
RDC	Route de desserte communautaire
SFIO	Système financier intégré de l'Ouganda
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UGP	Unité de gestion du projet

## Carte de la zone du projet

### Uganda

Project for the Restoration of Livelihoods in the Northern Region

Design report



**Source:** FIDA; 11/07/2014

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## République de l'Ouganda

### Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région du Nord

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	Gouvernement ougandais
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère des collectivités locales
<b>Coût total du projet:</b>	71,0 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	34,0 millions de DTS (équivalant approximativement à 50,2 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Montant du don du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP):</b>	6,77 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,0 millions d'USD)
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	9,3 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	1,5 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	FIDA

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et de don ASAP à la République de l'Ouganda pour le Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région du Nord, telle qu'elle figure au paragraphe 62.

## **Proposition de prêt et don à la République de l'Ouganda pour le Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région du Nord**

### **I. Contexte stratégique et justification**

#### **A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural**

1. Depuis les années 1990, le Gouvernement ougandais a mis en place divers programmes destinés à promouvoir la stabilisation et la croissance économique, avec comme objectif global l'accroissement des revenus des ménages et la réduction de la pauvreté. La croissance du PIB s'est accélérée, passant d'une moyenne de 6,5% par an dans les années 1990, à plus de 7% au cours des années 2000, un taux nettement supérieur à la moyenne en Afrique sub-saharienne.
2. Malgré les bonnes performances économiques enregistrées au cours des deux dernières décennies, le chemin à parcourir est encore long. Avec un revenu par habitant d'environ 500 USD, l'Ouganda reste un pays pauvre. Les progrès accomplis à ce jour n'ont pas été répartis de façon égale, la région du Nord ayant été la moins favorisée. La plupart des indices relatifs au bien-être socioéconomique sont mauvais dans le nord, principalement en raison de plus de 20 ans de guerre civile.
3. Le secteur agricole reste le fer de lance de l'économie, il emploie 72% de la population active et contribue à hauteur de 90% aux recettes d'exportation. Cependant, ses performances ont été moins bonnes ces dernières années, et il représente actuellement 22,2% du PIB national. Les trois quarts des ménages agricoles vivent d'une agriculture pluviale à faible utilisation d'intrants, sur des exploitations de moins de 1,5 hectare.
4. La production agricole est principalement le fait d'exploitations de petite taille, comprises entre 0,2 et 3 ha, à des fins commerciales et de subsistance, avec une faible utilisation d'intrants améliorés. Les conditions climatiques dans la zone du projet sont considérées comme favorables pour la croissance des principales cultures, dans le cadre de pratiques de gestion correctes. L'accès aux terres arables n'est pas une contrainte majeure, mais la disponibilité de la main-d'œuvre restreint la taille des exploitations et les rendements agricoles.
5. La gestion et la manutention après récolte sont limitées et la majorité des agriculteurs comptent sur les systèmes traditionnels de manutention et de stockage des céréales, ce qui entraîne jusqu'à 30% de pertes après récolte. Environ 80% des ménages ruraux vendent une partie de leurs produits, même si l'ensemble de la production des exploitations commerciales reste très faible. L'agriculture mécanisée à grande échelle se développe dans les régions de l'ouest de la zone d'intervention, mais les systèmes de sous-traitance et de culture sous contrat sont encore en train d'évoluer. Bien que l'accès physique aux marchés se soit amélioré, les prix à l'exploitation de la plupart des agriculteurs sont très bas, car ces derniers souffrent de l'absence de possibilités de commercialisation et d'un pouvoir de négociation limité.

6. Les effets des changements climatiques sur la productivité agricole sont une question clé dans la zone du projet. Les incertitudes concernant le début, la fin et la durée de la saison des pluies et les longues périodes de sécheresse sont des contraintes majeures. Les informations concernant les prévisions climatiques sont principalement diffusées à la radio, mais elles manquent souvent de précision et ne reflètent pas les variations localisées des conditions météorologiques.
7. **Cadre stratégique et d'action.** La principale politique d'orientation du développement et de la croissance économique en Ouganda est la Vision 2040, mise en œuvre à travers des plans nationaux de développement (PND) quinquennaux. Vision 2040 vise à "transformer la société ougandaise, de manière à ce que, de pays à vocation paysanne, l'Ouganda devienne en 30 ans un pays à revenu intermédiaire moderne et prospère". L'actuelle politique du secteur agricole de l'Ouganda est guidée par la Stratégie de développement et plan d'investissement pour 2010/11-2014/15, qui est le principal mécanisme visant à atteindre les objectifs fixés dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Il existe également un Cadre stratégique de la politique de décentralisation qui vise à coordonner les efforts des différentes parties prenantes en faveur de la prestation de services décentralisés et de la réduction de la pauvreté. L'actuel Plan stratégique décennal en faveur des collectivités locales 2013-2023, fournit un cadre pour orienter les investissements des collectivités locales vers les zones qui jouent un rôle essentiel pour améliorer la démocratisation et la prestation de services.
8. Plusieurs instruments stratégiques ont été adoptés pour faire face au changement climatique: la Politique nationale pour la préparation aux catastrophes et la gestion des conséquences; le projet de Politique nationale sur le changement climatique; et la Stratégie de préparation à la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD). Ces instruments, et les PND successifs articulent la politique de l'Ouganda en matière de changement climatique.

## **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

9. Bien que seuls 20% des Ougandais vivent dans le Nord, cette région représente 38% des pauvres du pays. On estime que 26% de toutes les personnes qui vivent dans un état de pauvreté chronique vivent dans le nord de l'Ouganda. En dépit des ressources considérables qui ont été investies dans le nord au titre du Plan national pour la paix, le relèvement et le développement, des études récentes, réalisées par le Bureau ougandais des statistiques, révèlent que les taux de pauvreté sont encore élevés par rapport à d'autres régions et que c'est dans le nord du pays que la diversité alimentaire est la plus faible.
10. Le projet s'inscrit dans le cadre de la Vision 2040: Croissance, emploi et prospérité en vue de la transformation socioéconomique. En particulier, il porte sur trois des huit priorités: accroître les revenus des ménages et promouvoir l'équité; améliorer le stock et la qualité de l'infrastructure économique, y compris les routes d'accès; et, promouvoir le développement et l'exploitation durable de l'environnement et des ressources naturelles.
11. L'un des principes des PND est la promotion d'un développement équilibré, ainsi l'investissement du FIDA est justifié, car il vise à permettre à la région de rattraper le reste du pays. Il est en outre conforme à la stratégie du COSOP de cibler les régions où l'incidence de la pauvreté est la plus forte. Le Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région du Nord (PRMSRN) porte également sur deux des objectifs stratégiques du COSOP: l'accroissement durable de la production, de la productivité et de la résilience au changement climatique des petits exploitants; et, le renforcement de l'intégration des petits exploitants aux marchés.

12. La sous-région bénéficie d'un excellent potentiel de développement agricole, qui est essentiel pour permettre aux pauvres de s'affranchir de la pauvreté. Ses atouts incluent: des exploitations dont la taille moyenne est de 4 ha par ménage; suffisamment de précipitations pour deux campagnes de culture; un relief légèrement vallonné qui, couplé avec des sols relativement friables, offre des possibilités pour la traction animale/mécanisation; et, une augmentation constante de la demande de produits alimentaires en provenance des régions d'Afrique de l'Est.
13. En l'absence de changements significatifs et de l'adoption de nouvelles technologies, la production ne sera pas en mesure d'augmenter suffisamment pour améliorer les revenus des ménages et tirer profit des marchés nationaux et régionaux. Il est nécessaire de mettre en place des processus et des structures de marché pour soutenir les mouvements actuels, et à venir, des produits agricoles, des zones de production vers des marchés satellites et des marchés en vrac, par le biais de centres de regroupement.
14. Une augmentation des volumes échangés pourrait inciter les petits exploitants qui en ont la possibilité à accroître leur production. Cependant, actuellement, en raison d'un accès limité à des informations agroclimatiques pertinentes, à des routes praticables par tous les temps, à des infrastructures locales de manutention et de stockage après récolte, et à des pratiques agricoles durables, les possibilités de production commerciale sont limitées, en dépit des conditions favorables.
15. Le FIDA peut aider les agriculteurs et les autres acteurs de la chaîne de commercialisation à surmonter ces contraintes, en s'appuyant sur l'expérience acquise en Ouganda en matière d'intégration des agriculteurs aux marchés et de mise en place d'approches efficaces pour atteindre les ménages ruraux les plus pauvres. Parmi les expériences du FIDA en Ouganda, on peut citer: l'établissement de liens entre les producteurs de palmiers à huile et un investisseur commercial à grande échelle pour améliorer les intrants et les marchés; la mise en relation de petits producteurs de graines oléagineuses avec des meuniers dans le cadre du Projet de développement de la production d'huile végétale; et l'intégration des petits producteurs laitiers et producteurs de matooke aux marchés urbains dans le cadre du Programme de modernisation agricole au niveau local. Pour améliorer encore les liens avec les zones les plus reculées, le FIDA a soutenu la réhabilitation et la construction de 8 665 kilomètres de routes d'accès et de 2 049 kilomètres de routes de desserte de district dans le cadre de cinq projets, depuis les années 1990. Le financement du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), veillera à ce que la problématique du changement climatique soit prise en compte, en favorisant la réduction et la diversification des risques liés au climat dans le cadre d'un programme de développement coordonné.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

16. La zone d'intervention du projet sera limitée aux huit districts d'Adjumani, Agago, Amuru, de Gulu, Kitgum, Lamwo, Nwoya et Pader. Selon les estimations, 2,13 millions de personnes vivent dans ces districts, dont 1,76 million dans des zones rurales, soit environ 300 000 ménages, dont environ 140 000 devraient bénéficier directement du projet.
17. **Groupes cibles du projet.** Le PRMSRN ciblera quatre sous-groupes principaux. Pour les activités destinées aux groupes d'agriculteurs, le projet ciblera: les ménages souffrant d'insécurité alimentaire; les ménages en situation de sécurité alimentaire mais qui restent vulnérables aux chocs climatiques ou autres; et les ménages dont la production est tournée vers le marché. Pour les ménages vulnérables y compris les jeunes, qui n'ont pas les capacités ni la confiance en eux pour rejoindre des groupes communautaires, l'appui sera assuré par le biais d'un accompagnement des ménages pour les aider à renforcer leur sécurité alimentaire



et leur autonomie et ainsi leur permettre de participer aux initiatives de développement générales.

## **B. Objectif de développement du projet**

18. L'objectif de développement du projet est: un accroissement durable de la production, de la productivité et de la résilience au changement climatique des petits exploitants agricoles et une amélioration de la rentabilité et de l'accès aux marchés intérieurs et d'exportation.

## **C. Composantes/résultats**

19. Les résultats des deux composantes – moyens de subsistance ruraux et intégration aux marchés et infrastructures de marché – contribueront à l'objectif du projet et à l'objectif de développement.
20. **Composante A: Moyens de subsistance ruraux.** Le résultat attendu de cette composante est le suivant: une augmentation de la base d'actifs et de la résilience des familles d'agriculteurs pauvres.
21. **Sous-composante A.1: Planification communautaire et renforcement des capacités.** Cette sous-composante concernera 600 villages, et visera, au moyen d'une approche de planification participative ciblée, à identifier: i) les ressources disponibles et à les cartographier; ii) les groupes d'agriculteurs qui satisfont aux critères d'admissibilité et de ciblage social; iii) les ménages et les jeunes vulnérables; et iv) les moyens de subsistance prioritaires et les activités de gestion communautaire des ressources naturelles (GCRN) et de renforcement communautaire des capacités. L'accent sera mis sur le renforcement des capacités des communautés en vue de planifier et de mettre en œuvre des activités de groupe. Les animateurs communautaires assureront le lien essentiel entre les collectivités locales et les groupes cibles au niveau des villages.
22. Le PRMSRN reproduira à plus grande échelle la méthode d'accompagnement des ménages, testée avec succès dans le cadre du Projet de soutien aux moyens de subsistance dans les districts (DLSP) à l'aide de conseillers qui pourront atteindre jusqu'à 10 000 ménages vulnérables. Les ménages qui bénéficient d'un accompagnement et qui font des progrès recevront de petits dons (d'une valeur d'environ 100 USD) visant à améliorer la sécurité alimentaire en les aidant à accroître la production alimentaire et leurs revenus. Les jeunes vulnérables seront également ciblés par le processus d'accompagnement des ménages.
23. **Sous-composante A.2: Priorité aux systèmes de production agricole résilients au changement climatique.** Le projet renforcera la capacité des ménages d'agriculteurs pauvres dans les zones rurales à accroître la production et la productivité des cultures de subsistance et des cultures commercialisables. Les superficies et les rendements des cultures seront accrus grâce à des services d'informations agroclimatiques, à l'utilisation appropriée et en temps opportun de machines agricoles et à des pratiques culturales et d'utilisation des terres adaptées. La plupart des interventions nécessiteront essentiellement un investissement en temps et une évolution des techniques de production des agriculteurs. Ainsi les investissements seront principalement concentrés sur le renforcement des capacités en vue d'améliorer la base de connaissances des agriculteurs en matière de développement agricole durable et de leur donner les moyens d'adopter des pratiques améliorées. Les activités comprendront: a) des activités de groupe pour accroître la production agricole; b) la production communautaire de semences pour assurer l'accès à des semences de qualité; c) l'agriculture de conservation; d) l'amélioration de l'accès à d'autres technologies permettant d'accroître les bénéfices; e) l'expérimentation de l'utilisation de machines agricoles pour les cultures principales; et f) des activités de recherche adaptative à petite échelle. La méthode utilisée, qui repose sur la formation de groupes d'agriculteurs, devrait permettre d'atteindre 1 800 groupes.

24. Les associations paysannes de district (APD) mettront en œuvre les activités dans certains sous-cantons, par le biais de leur réseau d'animateurs de groupes d'agriculteurs, avec le soutien et sous la supervision du personnel des collectivités locales (CL). Le projet formera des agents de vulgarisation au sein des APD et des CL afin de fournir l'appui technique nécessaire aux animateurs des groupes d'agriculteurs et, de planifier, de suivre et de superviser les programmes de groupe. Des prestataires de services spécialisés et/ou des partenaires seront identifiés, le cas échéant, pour fournir un appui technique aux CL et aux APD en cas de déficit de compétences.
25. Le projet encouragera les meilleures pratiques en matière de GCRN et introduira des mesures d'adaptation au changement climatique aux niveaux du bassin versant et des ménages, en vue de mettre en place des systèmes de production agricole résilients au changement climatique. L'accent sera mis sur le renforcement des capacités des communautés ciblées en matière de pratiques durables de GCRN et sur la fourniture d'un soutien financier supplémentaire pour aider les communautés à mettre en œuvre leurs plans grâce au don ASAP. La sous-composante inclura et financera également des activités de formation et de développement de technologies de récupération des eaux pluviales. Ces interventions seront appuyées par des investissements en faveur d'une amélioration des services de surveillance météorologique et d'information climatique pour faire face à la variabilité croissante du climat.
26. **Composante B: Intégration aux marchés et infrastructures de marché.** Le résultat de cette composante est: une hausse des prix perçus par les agriculteurs qui vendent leur excédent de production et une augmentation rentable des volumes de vente des produits agricoles grâce à un accès accru aux marchés nationaux et régionaux.
27. **Sous-composante B.1: Processus pour un meilleur accès aux marchés.** Les activités seront principalement axées sur les groupes à vocation économique. Elles incluront: l'apprentissage de compétences commerciales spécialisées et de technologies de manutention et d'ajout de valeur après récolte; l'assistance à l'élaboration de plans d'activités pour développer les entreprises ou les investissements; la formation, le développement des marchés et un encadrement adapté; et, l'expérimentation et la démonstration de nouvelles méthodes et technologies.
28. **Plateformes des acteurs du marché (PAM).** Le projet réunira les principales parties prenantes du marché pour développer, dans chaque district, une plateforme des acteurs du marché. La PAM visera à: mobiliser les communautés pour participer à des activités relatives à l'accès au marché; faciliter la concertation politique; et, mettre en œuvre une étude de faisabilité et une analyse de rentabilité pour améliorer l'accès au marché, en particulier grâce à des investissements dans des centres de regroupement et/ou des marchés en vrac sous-régionaux. Les PAM au niveau du district seront composées des membres de l'APD, des associations de commerçants, des associations de transformateurs, et des collectivités locales. La composante sur l'infrastructure de marché visera tout particulièrement à améliorer la circulation des produits commercialisés grâce à l'amélioration des installations de marché, en laissant le soin au secteur privé d'investir dans le stockage et la manutention.
29. Une société de gestion du marché autonome, en grande partie détenue par les parties prenantes du PAM, sera créée et engagée pour gérer l'infrastructure de marché en collaboration avec les collectivités locales, qui en sont propriétaires. La société percevra une taxe pour l'utilisation du marché, dont une partie sera reversée aux collectivités locales tandis que l'autre partie servira à couvrir les coûts opérationnels. Si le concept de société de gestion du marché est un succès, il permettra d'augmenter les recettes fiscales locales à mesure que davantage de produits agricoles entreront dans le système officiel de commercialisation.

30. **Manutention après récolte (MAR).** Pour aider les groupes les plus innovants et les plus expérimentés à mettre en œuvre des plans d'affaires plus ambitieux, un système d'attribution de petits dons en faveur de l'investissement dans la MAR (à hauteur de 1 million d'USD) sera mis en place pour encourager l'investissement dans de nouvelles technologies de MAR ou d'ajout de valeur ou dans des capacités qui ne sont pas commercialement disponibles ou accessibles. Ces activités permettront de lutter contre la vulnérabilité au changement climatique de la chaîne de commercialisation – en particulier pendant la récolte, le séchage, le stockage après récolte et le transport. Ces dons en faveur de l'investissement dans la MAR seront accessibles à travers un processus concurrentiel assujéti à des conditions strictes pour garantir que les fonds sont investis sur le plan commercial et que les coûts sont adéquatement partagés entre les investisseurs
31. **Information sur le marché.** Les acteurs du marché seront formés en vue d'accéder et d'utiliser les services des systèmes d'information sur les marchés agricoles (AMIS), en les harmonisant et en les reliant à de nouveaux fournisseurs de services d'information sur les marchés agricoles ou à des services existants. Un prestataire de services approprié sera engagé afin de mettre en relation les agriculteurs avec les autres acteurs du marché. Les autres activités seront les suivantes: des activités de promotion pour faire connaître les services des AMIS; la création de nouveaux outils pour accéder aux informations de marché; et, des activités destinées à s'assurer que les AMIS proposés connectent les marchés satellites, les marchés en vrac, les associations de producteurs, les associations de commerçants et les groupes d'agriculteurs pour favoriser la collecte et la diffusion des informations de marché.
32. **Sous-composante B.2: Infrastructure d'accès au marché.** Cette sous-composante permettra d'améliorer l'accès aux marchés, de favoriser des prix plus compétitifs, et d'accroître les revenus des agriculteurs grâce à l'amélioration des routes de desserte et des structures communautaires afin de faciliter la commercialisation de la production dans certains sites stratégiques pour le commerce des produits agricoles.
33. **Réhabilitation des routes de desserte communautaires (RDC) existantes ou construction de nouvelles routes.** Selon les estimations, 1 550 km de RDC praticables par tous les temps seront construites, y compris tous les ouvrages connexes de drainage nécessaires. Un comité de construction des routes sera formé pour superviser la construction de chacune des RDC prévues.
34. Des dispositions sont prises pour accorder un don ASAP en vue d'améliorer la conception de structures routières à l'épreuve du climat et de fournir l'assistance technique d'un ingénieur possédant de l'expérience en matière de récupération des eaux de pluie afin d'élaborer des directives pour mettre en œuvre cette pratique dans le cadre des RDC. Dix sites pilotes seront mis en place afin de tester et de démontrer l'efficacité de cette pratique.
35. **Groupage et installations de marché sous-régionales.** Deux infrastructures de marché stratégiques pour le commerce de gros, et huit marchés satellites seront construits ou rénovés. L'accent sera mis sur la réception, la vente et le transbordement rapides des produits agricoles en provenance des zones de production. L'emplacement, le type et la capacité des structures seront identifiés à travers un processus approfondi de concertation.
36. **Composante C: Gestion et coordination du projet.** Le Ministère des collectivités locales (MCL) coordonnera et gèrera les fonds du gouvernement, du prêt du FIDA et du don ASAP, qui seront mis en commun et intégrés dans toutes les activités prévues. Les considérations liées à la problématique hommes-femmes, aux jeunes, au changement climatique et à l'environnement, à la gestion des connaissances et à la communication seront intégrées dans tous les aspects des activités du projet.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

37. Le projet combine deux approches, l'une axée sur les moyens de subsistance et l'autre sur l'intégration aux marchés, pour veiller à donner aux ménages les plus vulnérables et aux jeunes la possibilité d'acquérir la confiance nécessaire pour participer à des activités de subsistance et de production au niveau communautaire. L'amélioration de l'intégration aux marchés permettra d'orienter une production accrue vers des marchés plus efficaces.
38. **Phasage.** Le processus de préparation initiale au niveau communautaire, d'identification et de formation des groupes d'agriculteurs et de renforcement des capacités s'étalera sur trois ans, à raison de 200 villages par an. Les activités de préparation des villages et de renforcement des capacités au niveau communautaire débuteront la première année. Dans l'ensemble, tandis que les travaux relatifs aux routes d'accès débuteront dans tous les districts en même temps – étant donné que les capacités d'ingénierie y sont présentes –, pour ce qui concerne les activités agricoles, dans les districts possédant les capacités adéquates, une part importante des groupes bénéficieront des activités du projet dès les premiers stades de la mise en œuvre. Dans les autres districts, les groupes seront progressivement pris en charge à mesure que les capacités des prestataires de services auront été renforcées.

#### B. Cadre organisationnel

39. Le MCL sera l'organisme d'exécution du projet. Il assurera la direction générale de la mise en œuvre du projet, la coordination avec les autres ministères et organismes concernés, et la présidence du Comité des politiques du projet (CPP). Le MCL veillera à ce que les fonds de contrepartie et les contributions engagées par le gouvernement soient dûment budgétisés et fournis en temps opportun.
40. Le CPP déjà en place dans le cadre du DLSP, sera maintenu pour définir les grandes orientations de la mise en œuvre du projet. Il sera élargi pour inclure des représentants des ministères ayant des responsabilités de supervision et de mise en œuvre dans le cadre du PRMSRN, ainsi que des représentants des organisations faîtières d'agriculteurs et de commerçants. Le CPP sera établi pour guider la planification et l'exécution du projet, fournir des conseils de haut niveau, examiner et approuver les plans de travail et budgets annuels (PTBA), suivre l'état d'avancement et l'impact, et résoudre les problèmes stratégiques clés de caractère politique.
41. La gestion courante du projet sera déléguée à l'Unité de gestion du projet (UGP), qui sera basée dans la municipalité de Gulu (dans la zone d'intervention). L'UGP sera chargée de l'exécution de toutes les activités de gestion financière et des achats du projet, elle dirigera la mise en œuvre et fournira des contributions techniques spécialisées.
42. Dans chaque district, le chef des services administratifs sera responsable de la mise en œuvre du projet et désignera les agents suivants: un chargé d'appui au projet; un chargé des finances/comptable; et, un gestionnaire de projet responsable de l'infrastructure. Un sous-comité PRMSRN du Comité de planification technique du district participera à la coordination des activités du projet et assurera la cohérence avec le plan de développement du district.

#### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

43. La planification du projet sera un processus continu, sur la base des PTBA. Le suivi de l'avancement du projet sera principalement fondé sur des indicateurs mesurables et axés sur les résultats du cadre logique. Les PTBA au niveau des districts seront alignés sur les plans de développement du district. L'UGP veillera à favoriser leur intégration dans les PTBA du MCL.
44. Le PRMSRN adoptera des méthodes récentes et innovantes de suivi-évaluation, y compris l'intégration de la gestion des connaissances, l'accent sur la

communication, ainsi que la création de bases de données des bénéficiaires afin de suivre l'impact du projet. Le personnel du district dirigera les activités de planification et de suivi au niveau du district par l'intermédiaire du chargé d'appui au projet. Parmi les outils de gestion des savoirs à utiliser, il convient de développer des notes et itinéraires d'apprentissage, en vue de documenter les meilleures pratiques et les enseignements tirés, pour favoriser la concertation politique et le partage avec d'autres programmes.

#### **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

45. Les systèmes et les processus de gestion financière seront tirés du DLSP. Cependant, il conviendra d'installer dès le début, au niveau de l'UGP, un progiciel de comptabilité afin de suivre les fonds par composante, catégorie et financeur à tous les niveaux du projet. Un certain nombre de nouveaux postes feront l'objet d'une publication extérieure. Les collectivités locales au niveau des districts continueront d'utiliser les outils qu'ils connaissent bien, comme les carnets de vote. L'équipe chargée de la comptabilité au sein de l'UGP gèrera la consolidation financière et l'établissement des rapports. Le PRMSRN sera le premier projet du FIDA à avoir recours au Système de compte de trésorerie unique du gouvernement (qui sera élaboré en collaboration avec lui). Dans le cadre de ce système, les fonds destinés à plusieurs projets du FIDA circuleront à travers un relais unique du gouvernement, plutôt que par le biais d'un compte d'opération avant d'être versés sur les comptes des projets. Conformément à la loi sur les marchés publics et l'utilisation des biens publics, les dossiers standard du gouvernement seront utilisés pour les appels d'offre, à l'exception des appels d'offre internationaux, pour lesquels les dossiers d'appel d'offre standard de la Banque mondiale seront utilisés. L'établissement des rapports financiers sera réalisé en conformité avec les normes de l'International Public Sector Accounting Standards et le Contrôleur général utilisera les normes internationales d'audit. L'expérience du FIDA avec le Contrôleur général a été positive et le rapport sur les dépenses publiques et la responsabilité financière réalisé en 2012 pour l'Ouganda, a indiqué que toutes les entités gouvernementales étaient vérifiées chaque année, et qu'elles effectuaient un suivi efficace et en temps opportun des recommandations. En l'absence d'un compte désigné par projet, le FIDA demandera une opinion d'audit spécifique sur le solde des fonds présents dans le compte de dépôt du FIDA et sur l'utilisation des décaissements du compte de trésorerie unique. Les fonds seront traçables grâce au Système financier intégré de l'Ouganda (SFIO). Il conviendra de porter une attention particulière à la vérification des activités au niveau des districts et des villages de façon à assurer une couverture complète. Des dispositions ont été prises afin d'inclure les services de vérification interne dans le cadre du projet. Au moins un rapport de vérification interne du PRMSRN sera ainsi produit tous les six mois.

#### **E. Supervision**

46. Le PRMSRN sera supervisé directement par le FIDA.

### **IV. Coût, financement et avantages du projet**

#### **A. Coût du projet**

47. On estime à 71,0 millions d'USD (205,7 milliards d'UGX) le montant total de l'investissement et des coûts marginaux récurrents du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et les provisions pour aléas financiers. Les impôts qui seront pris en charge par le gouvernement représentent environ 9,3 millions d'USD. Les coûts de base totaux s'élèvent à 62,9 millions d'USD tandis que les provisions pour aléas représentent 8,1 millions d'USD, équivalant à 13% du coût du projet.

#### **B. Financement du projet**

48. Il est proposé que les coûts du projet soient financés par un prêt du FIDA de 50,2 millions d'USD et un don ASAP de 10,0 millions d'USD; une contribution du

gouvernement d'un montant équivalent à 9,3 millions d'USD, exclusivement sous forme d'exonération d'impôts et de droits de douane; et une contribution des bénéficiaires d'un montant équivalent à 1,5 million d'USD.

Tableau 1  
**Coût du programme par financeur et par composante**  
(en milliers d'USD)

	Gouvernement		Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Don ASAP		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxe)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Moyens de subsistance en milieu rural													
1. Planification et renforcement des capacités communautaires	669	14,3	3 996	85,7	-	-	-	-	4 665	6,6	1 866	2 130	669
2. Systèmes prioritaires de production résilients au changement climatique	1 423	8,4	4 432	26,1	1 321	7,8	9 774	57,7	16 949	23,9	4 253	11 274	1 423
Sous-total	2 092	9,7	8 428	39,0	1 321	6,1	9 774	45,2	21 615	30,5	6 119	13 404	2 092
B. Intégration aux marchés et infrastructures de marché													
1. Processus pour un meilleur accès aux marchés	550	14,2	3 152	81,3	173	4,5	-	-	3 875	5,5	474	2 851	550
2. Infrastructures d'accès aux marchés	6 028	15,4	32 908	84,0	-	-	226	0,6	39 163	55,2	13	33 121	6 028
Sous-total	6 579	15,3	36 060	83,8	173	0,4	226	0,5	43 038	60,6	487	35 972	6 579
C. Gestion et suivi du projet	620	9,8	5 712	90,2	-	-	-	-	6 332	8,9	1 263	4 449	620
<b>Coût total du projet</b>	<b>9 291</b>	<b>13,1</b>	<b>50 200</b>	<b>70,7</b>	<b>1 493</b>	<b>2,1</b>	<b>10 000</b>	<b>14,1</b>	<b>70 984</b>	<b>100</b>	<b>7 869</b>	<b>53 824</b>	<b>9 291</b>

Tableau 2  
**Coût du programme par catégorie de dépenses**  
(en milliers d'USD)

	Gouvernement		Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Don ASAP		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Dépenses d'investissement										
1. Équipement et fournitures	440	31,0	891	62,8	-	-	86	6,1	1 417	2,0
2. Consultants	742	9,0	4 083	49,7	26	0,3	3 368	41,0	8 219	11,6
3. Formation	1 694	13,4	7 977	63,3	460	3,6	2 481	19,7	12 611	17,8
4. Travaux	6 017	16,4	30 741	83,6	-	-	-	-	36 758	51,8
5. Dons et subventions	189	3,0	1 143	17,8	1 007	15,7	4 065	63,5	6 404	9,0
Total dépenses d'investissement	9 081	13,9	44 835	68,5	1 493	2,3	10 000	15,3	65 409	92,1
B. Charges récurrentes										
1. Salaires et indemnités	-	-	4 179	100,0	-	-	-	-	4 179	5,9
2. Dépenses de fonctionnement	209	15,0	1 187	85,0	-	-	-	-	1 396	2,0
Total dépenses de fonctionnement	209	3,8	5 366	96,2	-	-	-	-	5 575	7,9
<b>Coût total du projet</b>	<b>9 291</b>	<b>13,1</b>	<b>50 200</b>	<b>70,7</b>	<b>1 493</b>	<b>2,1</b>	<b>10 000</b>	<b>14,1</b>	<b>70 984</b>	<b>100</b>

### C. Résumé des avantages et analyse économique

49. Le projet aura pour bénéficiaires directs environ 81 000 personnes dans près de 3 600 groupes répartis dans 600 villages (75 par district), à travers les activités de renforcement des capacités et 80 000 de plus à travers les infrastructures d'accès au marché. Pour ce qui concerne les bénéficiaires indirects, environ la moitié des ménages dans les villages où les RDC seront réhabilités bénéficieront également du projet. Cela devrait porter le nombre de bénéficiaires indirects à environ 400 000 personnes.
50. Les bénéfices escomptés sont les suivants: i) augmentation de la production et de la qualité des produits commercialisables; ii) réduction des coûts unitaires de production grâce à une meilleure efficacité du travail, des économies d'échelle et des gains de productivité; iii) une hausse des prix grâce à l'agrégation des produits et à une amélioration des processus et des infrastructures de marché; iv) un accroissement des recettes fiscales perçues par les collectivités locales; et v) des bénéfices pour les consommateurs grâce à une baisse des prix sous l'effet d'une réduction des dysfonctionnements le long de la chaîne de commercialisation.

51. Le taux de rentabilité économique a été estimé à 12,0% sur une période de 20 ans. Une augmentation de 10% des coûts ferait passer le taux de rentabilité économique à 10,9%, tandis qu'un décalage de deux ans des bénéfices ferait passer le rendement à 8,5%.

#### **D. Durabilité**

52. La durabilité est un élément clé dans ce projet qui passe par le renforcement des capacités des petits agriculteurs à adapter et à ajuster leur portefeuille commercial pour répondre aux exigences actuelles et futures en matière de nutrition familiale, de revenus monétaires et de gestion des risques. Les infrastructures communautaires continueront à fonctionner grâce aux CL qui assureront l'entretien des routes d'accès à l'aide des fonds provenant du Fonds routier de l'Ouganda et des unités d'entretien des routes récemment mises en place dans les districts par le gouvernement.

#### **E. Identification et atténuation des risques**

53. Les principaux risques et processus d'atténuation sont les suivants:
- i) **Troubles civils.** La zone ciblée se remet d'une guerre civile dévastatrice. Le leader de l'Armée de résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army*) étant en fuite, la possibilité d'une reprise des hostilités ne peut pas être totalement exclue. Si cela venait à se produire, il serait difficile d'atteindre les objectifs fixés;
  - ii) **Effets des privations passées.** La capacité des bénéficiaires à assimiler durablement les interventions de développement pourrait être un facteur limitant. Le recours à des approches innovantes telles que l'accompagnement des ménages contribuera à renforcer la confiance en soi et la participation aux activités de développement du projet;
  - iii) **Le syndrome de la dépendance permanente.** Il convient de gérer avec soin la transition entre les interventions d'urgence et de développement à plus long terme. Une stratégie de communication bien planifiée et mise en œuvre par le projet, soutenue par la méthode de l'accompagnement individuel des ménages, devrait augmenter les chances de succès;
  - iv) **L'insuffisance des capacités du secteur public.** Certains districts bénéficient de capacités limitées en termes d'effectifs, de compétences et d'équipements. Le PRMSRN établira des liens avec des organisations partenaires ayant une expérience technique pertinente, au niveau local et national, afin d'assurer le renforcement des capacités des collectivités locales et des associations d'agriculteurs au niveau des districts, en vue de la mise en œuvre des activités du projet;
  - v) **Risques fiduciaires.** L'indice de perception de la corruption est de 2,6 pour l'Ouganda selon Transparency International, ce qui indique un risque élevé. Par ailleurs, concernant l'évaluation de la performance du secteur rural, la note attribuée à l'indicateur E ii), qui se rapporte à l'obligation de rendre des comptes, à la transparence et à la corruption dans les zones rurales, est de 3,75, soit un risque moyen. L'utilisation du SFIO du gouvernement présente des avantages, du fait des liens étroits des paiements avec le PTBA, mais aussi des inconvénients, notamment le risque d'un déblocage lent des fonds à moins que le codage ne soit exact. En outre, les huit districts doivent rendre compte de l'état d'avancement en temps opportun pour éviter les problèmes de liquidité. Comme il s'agit de la première expérience du FIDA avec le compte unique de trésorerie, les risques en termes de gestion financière au moment de la conception ont été considérés comme élevés. Les activités de démarrage et le manuel d'exécution du projet seront priorisés en conséquence;
  - vi) **Politiques et interventions contradictoires.** Depuis le retour relatif de la paix, différentes interventions de développement fondées sur différentes

approches ont été mises en œuvre. Cela pourrait créer une certaine confusion au sein des communautés qui seront mises en relation avec d'autres organismes bailleurs de fonds au niveau régional et national dans le cadre du PRMSRN. Le retard dans l'allocation de ressources budgétaires pour le recrutement de personnel, afin de combler les lacunes laissées par le National Agricultural Advisory Service (NAADS) après le passage à une approche unique en matière de vulgarisation, pourrait compromettre les services de vulgarisation. L'inclusion des associations d'agriculteurs dans la prestation des services de vulgarisation permettra d'atténuer ce risque.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

54. Le projet est cohérent avec les politiques et stratégies clés du FIDA en matière de ciblage, d'égalité des sexes, d'environnement et de changement climatique, de développement du secteur privé, d'innovation et de reproduction à plus grande échelle et contribue à leur mise en œuvre.

### **B. Alignement et harmonisation**

55. Le projet est pleinement aligné sur le cadre stratégique global du gouvernement établi dans le Plan national de développement et la Vision 2040. En particulier, il répond directement à trois de ses huit domaines prioritaires: i) accroître les revenus des ménages et promouvoir l'équité; ii) améliorer le stock et la qualité de l'infrastructure économique, (y compris les routes d'accès); et iii) promouvoir le développement et l'exploitation durable de l'environnement et des ressources naturelles.
56. Les interventions actuelles et prévues dans les districts choisis ont été prises en considération dans le processus de conception du PRMSRN, afin d'assurer des liens entre toutes les initiatives de développement. Le processus de conception s'est déroulé en étroite collaboration avec d'autres partenaires (le Ministère du développement international du Royaume-Uni, l'Union européenne, le Danemark et les Pays-Bas) qui ont conçu ou prévoient de concevoir des interventions dans la région du Nord. L'installation de l'UGP sur le terrain (dans la zone d'intervention) et la mise en œuvre du projet à travers le système décentralisé des collectivités locales favorisera une meilleure coordination et harmonisation au niveau du terrain.

### **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

57. Ce projet s'appuie sur les enseignements tirés des précédents investissements du FIDA et d'autres partenaires. Il reproduira à plus grande échelle la méthode d'accompagnement des ménages, testée avec succès dans le cadre du DLSP. Il s'appuiera également sur l'expérience acquise avec succès en matière de construction de routes d'accès par tous les temps, dans le cadre du DLSP et du Programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires. Les projets innovants relatifs à l'accès aux marchés, testés par le FIDA au Niger et auprès d'organisations d'agriculteurs en République-Unie de Tanzanie seront reproduites à plus grande échelle dans le cadre du PRMSRN, afin de permettre aux agriculteurs de participer à des marchés mieux organisés, de bénéficier de prix plus élevés et de réduire les pertes après récolte.

### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

58. Conformément à la conception du PRMSRN, le principal forum d'engagement politique est le Comité des politiques du projet (CPP), dont les membres proviennent de différents secteurs, notamment des représentants des agriculteurs et des commerçants. Les modèles améliorés des routes de desserte communautaire, y compris l'introduction de techniques de récupération de l'eau de pluie, seront partagés avec le Ministère des travaux publics et des transports et le Ministère de l'eau et de l'environnement, en vue de reconnaître et de concevoir les routes comme sources d'eau de pluie pour les usages domestiques et agricoles. Les



PAM et les modalités de commercialisation proposées constitueront des plateformes qui permettront aux acteurs du marché de tirer des leçons de leurs propres expériences et d'informer les collectivités locales et nationales sur la meilleure façon d'organiser la commercialisation de la production agricole des petits exploitants.

## **VI. Instruments et pouvoirs juridiques**

59. Un accord de financement entre la République de l'Ouganda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
60. La République de l'Ouganda est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
61. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **VII. Recommandation**

62. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à trente-quatre millions de droits de tirage spéciaux (34 000 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un don ASAP d'un montant équivalant à six millions sept cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (6 770 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement: "Project for the Restoration of Livelihoods in the Northern Region "**

(Negotiations concluded on 18 November 2014)

Loan Number:

ASAP Grant Number:

Project Title: Project for the Restoration of Livelihoods in the Northern Region ("the Project")

The Republic of Uganda (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund (the ASAP Trust)

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

### **PREAMBLE**

WHEREAS (A) the Borrower has requested a loan from the Fund and a grant from the ASAP Trust for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

(B) the Executive Board of IFAD, at its 105<sup>th</sup> Session approved the establishment of an ASAP Trust;

(C) on the basis of the above and other considerations, the ASAP Trust has agreed to extend an ASAP Trust Grant to the Borrower for the purpose of increasing the financing in respect of the above referred Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

NOW THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29<sup>th</sup> April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and the ASAP Trust shall provide a Grant to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

**Section B**

1. (a) The amount of the Loan is thirty-four million Special Drawing Rights (SDR 34 000 000).
- (b) The amount of the ASAP Trust Grant is six million seven hundred and seventy thousand Special Drawing Rights (SDR 6 770 000).
2. The Loan is granted on the following highly concessional terms:
  - (a) free of interest;
  - (b) bearing a service charge of three fourths of one percent (0.75%) per annum; and
  - (c) having a maturity period of forty (40) years, including a grace period of (10) years.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1<sup>st</sup> July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15<sup>th</sup> June and 15<sup>th</sup> December.
6. The Borrower is in the process of implementing a Treasury Single Account (TSA) in a phased manner. As part of an initial transitional phase there shall be an IFAD Holding Account denominated in United States Dollars at the Bank of Uganda and a Project Operational Account in Ugandan Shillings (UGX), opened at a bank acceptable to the Fund for receipt of the financing. In addition, District Project Accounts will be maintained in banks acceptable to the Fund. Further TSA implementation phases may require the said accounts to be transitioned to accounts of a different nature, subject to the Fund's prior concurrence.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately nine million three hundred thousand United States Dollars (USD 9 300 000) to cover duties and taxes.

**Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Local Government (MoLG).
2. The following are designated as additional Project Parties: District Local Governments of Adjumani, Agago, Amuru, Gulu, Kitgum, Lamwo, Nwoya and Pader.
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

**Section D**

The Financing will be administered and the Project directly supervised by IFAD.

**Section E**

1. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Project Coordinator for the Project Management Unit and the Financial Controller, both acceptable to the Fund, shall have been appointed;
- (b) The IFAD Holding Account denominated in United States Dollars (USD) and the Project Operational Account in Ugandan Shillings (UGX) shall have been opened; and
- (c) Operational guidelines for post-harvest handling grants, community-based natural resource management grants and food security grants, acceptable to the Fund, are put in place prior to any spending under Category V of Schedule 2.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Permanent Secretary/ Secretary to the Treasury  
Ministry of Finance, Planning and Economic Development,  
Plot 2/12 Apollo Kaggwa Road  
P. O. Box 8147,  
Kampala  
Uganda

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Adaptation for Smallholder Agriculture  
Programme Trust Fund:

The President of the International Fund for Agricultural Development in its capacity  
as Trustee of the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

REPUBLIC OF UGANDA

\_\_\_\_\_  
Authorised Representative

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Authorised Representative

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project Description**

1. The project area shall consist of the following eight districts: Adjumani, Agago, Amuru, Gulu, Kitgum, Lamwo, Nwoya and Pader.
2. The overall goal of the project is: increased income, food security and reduced vulnerability of poor rural households in the project area.
3. The project development objective is increased sustainable production, productivity and climate resilience of small holder farmers with increased and profitable access to domestic and export markets.
4. Components. The Project shall consist of the following Components:
  - (a) Component A: Rural Livelihoods.
    - i. Sub-component A.1. Community planning and capacity development. This shall impact 600 villages and use a focused participatory planning approach to identify: (a) available resources and map them; (b) farmer groups that meet the eligibility and social targeting criteria; (ic)vulnerable households and youth; and, (d) priority livelihoods and community-based natural resources management (CBNRM) activities and group capacity development activities. Focus shall be on capacity building of communities to plan and implement group activities. Community-based facilitators (CBF) shall provide a critical link between the local governments and target groups at village level.
    - ii. Sub-component A.2 Priority climate resilient crop production systems. This will strengthen capacity of rural poor farming households to increase production and productivity of food security and marketable crops through an extensive agricultural extension programme.
  - (b) Component B. Market Linkages and Infrastructure.
    - i. Subcomponent B.1. Improved market access processes. Activities will include: (a) specialised business skill and post-harvest handling (PHH) and value adding; (b) assistance to develop business plans for expanding businesses or investment; (c) training, market development (including market information) and appropriate mentoring support; and (d) piloting and demonstrating new technologies and approaches.
    - ii. Sub-component B.2 Market access infrastructure. This sub-component will improve access to markets, through improvements to community access roads and structures that facilitate production marketing in selected strategic sites for agriculture trade.
  - (c) Component C. Project management and coordination. For management and coordination of implementation of project activities.

## **II. Implementation Arrangements**

1. MoLG shall be the implementing agency.
2. The current Project Policy Committee used in the IFAD-funded District Livelihoods Support Programme, chaired by the MoLG Permanent Secretary, shall be maintained to provide policy oversight over implementation. It shall be expanded to include representatives of ministries and agencies with supervision and implementation responsibilities. It will guide project planning and implementation, provide high-level advice, review and approve annual workplans and budgets (AWPBs), implementation progress and impact, and address key strategic issues of a policy nature.
3. Day-to-day project management shall be delegated to the PMU, which shall be located in the Municipality of Gulu, with a liaison office in Kampala. Key PMU staff shall include: a project coordinator; an agribusiness and partnerships management specialist; an agronomist / extension specialist; a monitoring, evaluation and learning specialist; a sociologist / community development specialist; two infrastructure engineers; a climate change / environment specialist; a procurement and contract management officer; and a financial controller.
4. In each district, the Chief Administrative Officer will be responsible for project implementation and will designate appropriate officers as follows: (i) a project support officer; (ii) a finance officer/accountant; and, (iii) a civil engineer in charge of infrastructure.

**Schedule 2***Allocation Table*1. *Allocation of the Financing.*

- (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the ASAP Trust Grant and the allocation of the amounts of the Financing to each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	ASAP Grant Amount Allocated (expressed in SDR)
I Equipment and materials	550 000	50 000
II Consultancies	2 490 000	2 050 000
III Training	4 860 000	1 510 000
IV Works	18 720 000	0
V Grants and subsidies	700 000	2 480 000
VI Operating costs	3 280 000	0
Unallocated costs	3 400 000	680 000
<b>TOTAL</b>	<b>34 000 000</b>	<b>6 770 000</b>

- (b) Consultancies include the costs of designing and supervising civil works.
- (c) Operating costs include salaries and other emoluments.
- (d) In all cases the percentage of expenditures to be financed shall be 100% net of taxes and beneficiaries' contributions.
- (e) Costs under sub-component A.2 will be allocated to ASAP financing to the extent that the costs pertain to climate-resilience activities.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of SDR 1 000 000.



### **Schedule 3**

#### *Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account and the ASAP Trust Grant Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. The Lead Project Agency shall submit the Project Implementation Manual (PIM) to the Fund for approval prior to its adoption, within six months of entry into force of this Agreement. The PIM shall contain a section detailing how the Project financing will be traceable and accountable.
2. Details of districts bank accounts, referred to in Section B.6 above, shall be formally communicated to and accepted by the Fund, within six months of entry into force of this Agreement. The Borrower shall not make any disbursements to district accounts until a determination has been made, in agreement with the Fund, as to the nature of the accounts.
3. The Lead Project Agency shall, within six months of entry into force of this Agreement, implement a project accounting software, acceptable to the Fund, which is capable of providing an audit trail that tracks expenditure by expense category, project component and financier at all project levels.
4. The terms of reference of the Auditor General shall have been agreed to include special emphasis on controls at district and village level activities, to ensure complete audit coverage.
5. The Lead Project Agency shall be responsible for the internal audit of the Project in accordance with an appropriate terms of reference, to include the production of at least a semi-annual internal report that will be shared with the Fund.
6. The Borrower shall ensure that the proceeds of the Loan and ASAP Trust Grant are free and clear of all taxes. Any taxes and duties paid by the Project shall be reimbursed by the Borrower. The said taxes shall not include income tax.
7. Monitoring, Evaluation and Learning. The Borrower shall ensure that the PMU develops a Monitoring, Evaluation and Learning system, compatible with the IFAD Results and Impact Management System within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement, thereby allowing for the appropriate determination of the outcomes and impact of the Project components. A base line survey shall be undertaken within nine (9) months from the date of entry into force of this Agreement.
8. The Borrower shall establish within six (6) months from the date of entry into force of this Agreement a Project Contracts Committee, based in Gulu, with fully delegated powers from MoLG, with a composition acceptable to the Fund and the required authority to undertake procurement review and selection. The Borrower shall also ensure the continuing operation of the Project Contracts Committee and shall not alter its composition without first consulting the Fund for the duration of the Project Implementation Period.

# Logical framework

Results Hierarchy	Indicators	Means of verification	Risks (R)/ Assumptions (A)
<b>Goal.</b> Increased income, food security and reduced vulnerability of poor rural households in the project area.	0.1 Reduced poverty by XX % amongst YY % of the 140,000 target households (poverty index of food security, decreased child malnutrition); improvement in HH assets; resilience and adaptive capacity increased; women's empowerment increased) 0.2 Increased HH assets (proxy for income) – all and vulnerable households (*RIMS) 0.3 # and % of all (and also vulnerable) households reporting improved food security	- RIMS+ baseline & impact - Women's Empowerment In Agriculture Index (WEAI) - National statistics	Economic policies continue to emphasise poverty reduction and focus resources on disadvantaged northern areas (R/A)
<b>Development Objective.</b> Increased sustainable production, productivity and climate resilience of smallholder farmers with increased and profitable access to domestic and export markets.	0.4 Increased value of crops sold (disaggregated by crop), in absolute terms and as % of total production 0.5 Increased total agricultural production from the project area 0.6 # and % of poor smallholder household members whose climate resilience has been increased <sup>1</sup> (*ASAP)  0.7 # individuals receiving one or more project services (by gender/ type of training) (*RIMS) 0.8 # groups receiving project services (by type of training) (*RIMS) 0.9 # international and country dialogues where IFAD/IFAD-supported partners make an active contribution (*ASAP)	- IFAD's multi-dimensional poverty assessment tool (MPAT) (including specialised resilience model) - Baseline and Impact study reports - Knowledge management system	Civil unrest in the area does not reoccur. (R)
<b>Component A: Rural Livelihoods</b>			
<b>Outcome A.</b> Poor farm families have increased asset base and resilience through sustainable use of natural resources and improved productivity	A.0.1 Increased productivity, measured by yield and by area (disaggregated by crop) A.0.2 Increased farmer knowledge and usage of climate resilient farming practices A.0.3 Effectiveness of NRM and conservation programmes <sup>2</sup> (*RIMS)	- MPAT - Group/individual baseline assessment index - Case studies and stories - Perception based surveys	Limited local government and private sector capacity does not limit field implementation. (A)
<b>Sub-component A.1: Community level planning and capacity development</b>			
<b>Output A.1.a.</b> Participatory management of climate resilient agricultural systems, planned and implemented	A.1.1 # and % of groups, including women's and youth groups, involved in productivity and climate risk and natural resources management formed/strengthened (*ASAP/RIMS) A.1.2 # and % of groups with women in leadership position (*RIMS) A.1.3 % groups with sustainable organisational capacity A.1.4 # and % youth (by gender) participate in group activities	- M&E system - Group/individual baseline assessment index	Project resources at village level can strengthen group capacity (A) Suitable agricultural related income generating activities are available (A)
<b>Output A.1.b.</b> Vulnerable households participate in agriculture related development initiatives and income generating opportunities	A.1.5 # and % HHs (disaggregated by gender and age) graduated from HH mentoring A.1.6 # and % mentored HH members have joined groups or other community activities	- M&E system for HH mentoring	HH mentoring can resolve main issues / constraints (A)
<b>Sub-component A.2: Priority climate resilient crop production systems</b>			
<b>Output A.2.a.</b> Relevant climate resilient crop production systems with complementary livestock activities adopted by farmers using sustainable land management, improved seed material, mechanisation and cultivation practices, contribute to increased productivity	A.2.1 # and % farmers managing land under climate resilient practices A.2.2 # and % increase in hectares managed under climate resilient practices (*ASAP/*RIMS)  A.2.3 # and % of farmers using multiplied improved seed	- M&E process, baseline data - Quantity of seed produce and purchased/used	GoU and donor support do not use input grant driven approaches. (R) / Groups not dependent on input grants (A) Seed produced to meet all demand (A) / substandard inputs (seed, fertilizer, pesticide) due to lack of standards enforcement (R)
<b>Output A.2.b.</b> Complementary natural resource management initiatives implemented through groups to strengthen crop productivity activities	A.2.5 Ha and % of non-production land sustainably managed A.2.6# and % of households (and individuals) adopting technologies that reduce or sequester greenhouse gas emissions (*ASAP/RIMS)	- District information - Group/individual baseline assessment index	

1

Results Hierarchy	Indicators	Means of verification	Risks (R)/ Assumptions (A)
<b>Output A.2.c.</b> Long, medium and short term agro-metrological information used for farming decisions	A.2.7 # and % of households with access to new or improved climate information services (ASAP/RIMS) A.2.8 # and % of farmers reporting usage of weather information	- District information - Group/individual baseline assessment index	Meteorological data is available and provides reliable predictions (A)
<b>Output A.2.d.</b> Sub-regional biophysical monitoring system implemented	A.2.9 A biophysical baseline of the agro-eco systems undertaken in all 8 districts	- CIAT report	
<b>Component B: Market linkages and infrastructure</b>			
<b>Outcome 2.</b> Farmers with surplus crop production receive increased prices and profitably sell larger volumes of crop products through expanded access to Ugandan and regional markets	B.0.1 Increase in volume of crops sold (disaggregated by crop) B.0.2 # and % individuals receiving higher price (due to value addition or increased farm gate prices) B.0.3 % increase in LG tax revenue from market activities	- M&E system - Agricultural market information system - LG reports	Market linkages and resources are major limitation to increased volumes and higher prices. (A)
<b>Sub-component B.1: Improved market access processes</b>			
<b>Output B.1.a.</b> Market stakeholder platforms (MSP) facilitate and support development and management of aggregation and bulk trading facilities at district and sub-regional levels	B.1.1 # and % of MSPs operating with structured processes, regular meetings and diversified representation B.1.2 # of operating market facilities initiated / facilitated by MSPs B.1.3 #, % of market operating companies operating commercially, reporting to MSPs	- Group/individual baseline assessment index - Case studies - MSP minutes	MSP concept can address stakeholders' issues. (R) LG and private sector can negotiate satisfactory arrangement. (A)
<b>Output B.1.b.</b> Farmers, agribusiness groups and young rural women and men use improved post-harvest handling (PHH) practices and/or value adding (VA) to link with, or work within, inputs and product markets	B.1.4 # and % of trained farmers (and youth) implementing agricultural / market related business plans (by gender) B.1.5 # and % farmers aggregating products for marketing B.1.6 # and % farmers using improved PHH / VA activities B.1.7 # tonnes and % (and types) of crop managed with improved PHH/VA activities	- M&E system	Farmer and SME groups have capacity, need and willingness to improve business skills. (A) PHH/value add activities needed and profitable.
<b>Output B.1.c.</b> Relevant crop, livestock and input market information collected from production basins and used	B.1.8 Market price information system operating with data max 2 weeks old B.1.9 # and % farmers reporting using market information system for marketing decisions	- M&E system - Group/individual baseline assessment index - Perception based survey	Market intelligence is major constraint to accessing markets (A)
<b>Sub-component B.2: Market access infrastructure</b>			
<b>Output B.2.a.</b> Existing community access roads upgraded/rehabilitated or new roads constructed in underserved areas with construction standards upgraded to climate change resilient norms. Rain water harvesting for agricultural uses incorporated into CARs designs.	B.2.1 km climate change resilient roads constructed and/or rehabilitated (*RIMS) B.2.2 # and % of road construction committees contributing to road design and construction monitoring B.2.3 Contract value of new and existing rural infrastructure designed with climate-resilient features (*ASAP) B.2.4 Change in # of users and volumes of goods moved on sample of community access roads including seasonal changes B.2.5 # km and % of road length used for rain water harvesting	- M&E system - PRELNOR special surveys, before / after construction	Local government has resources to maintain upgraded or new CARs. (R) CARs complement other PRELNOR activities. (A)
<b>Output B.2.b.</b> Market structures constructed at selected strategic sites used for increased and more efficient agricultural trade.	B.2.6 # and % market facilities constructed (*RIMS) B.2.7 # and % of market facility construction committees contributing to market design and construction monitoring B.2.8 Volume, value of trade one year after completion/prog end (by market, crop)	- M&E system	Stakeholders use market facilities constructed. (A)